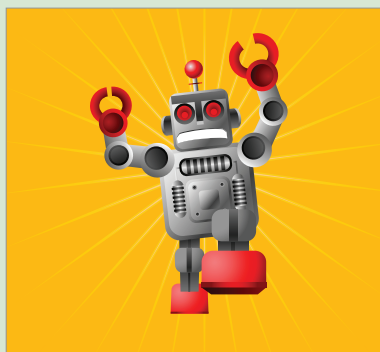


## À L'INTÉRIEUR

- 2 COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE**
- 3 ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES  
PLEINS FEUX SUR LA BULLE  
IMMOBILIÈRE**
- 4 GARDONS NOS  
AÉROPORTS PUBLICS**
- 5 LA BANQUE DE LA  
PRIVATISATION LIBÉRALE**



- 6 LES TRAVAILLEURS NE  
REÇOIVENT PAS LEUR  
JUSTE PART**
- 7 SALAIRES ET PRIX :  
LES TENDANCES**
- 8 LES ROBOTS, UNE RÉALITÉ**



## Pas de croissance de l'économie sans hausse salariale pour les travailleurs

Il y a déjà huit longues années que les travailleurs attendent de recevoir une augmentation de salaire acceptable. C'est beaucoup trop. En plus d'aider les travailleurs, les salaires plus élevés stimulent l'économie et réduisent les inégalités.

Les salaires de base prévus aux conventions collectives ont augmenté de moins de 2 % par année en moyenne depuis 2009. Les salaires réels ont donc diminué la plupart des années depuis cette date car le coût de la vie dépassait les gains salariaux.

D'autres indicateurs ne sont pas plus encourageants. Au cours des quatre premiers mois de 2017, le salaire horaire moyen n'a augmenté que de 1,1 %. C'est le taux de croissance annuel le plus faible depuis au moins 20 ans. Ce taux est bien inférieur à l'augmentation du coût de la vie qui se chiffre à 1,9 % depuis le début de l'année.

Les mesures d'austérité dans le secteur public, les gels salariaux et les compressions ont eu des effets

particulièrement négatifs. Les hausses salariales du secteur public ont été moins importantes que celles accordées dans le secteur privé chaque année, à l'exception de 2009, avec des augmentations annuelles moyennes de seulement 1,4 %. Ces hausses ont été inférieures à l'inflation et la plupart des travailleurs du secteur public du Canada n'ont connu aucune amélioration de leur niveau de vie depuis 2009. En fait, leur salaire réel a constamment diminué.

La plupart des provinces ont imposé des gels salariaux d'au moins deux ans aux travailleurs du secteur public. Et maintenant, le premier ministre de la Saskatchewan, Brad Wall, exige des travailleurs du secteur public qu'ils acceptent une réduction salariale de 3,5 %, suivie de trois années de gels salariaux. Cela équivaut à une diminution des salaires réels d'au moins 10 %. Entretemps, Brad Wall réduit l'impôt des entreprises et l'impôt sur le revenu des particuliers, ce qui profitera davantage aux plus riches.

Suite à la page 7



# COUP D'ŒIL SUR L'ÉCONOMIE



## Les soins aux parents âgés coûtent cher à leurs enfants

Prendre soin de parents âgés coûte à leurs enfants plus de 33 milliards de dollars par année en heures de congé et en dépenses personnelles, selon les estimations de deux économistes de la CIBC, Benjamin Tal et Royce Mendes. Près de 30 % des travailleurs dont les parents ont plus de 65 ans doivent prendre des congés pour s'occuper d'eux, à raison de neuf heures par semaine en moyenne. L'argent dépensé et les heures non travaillées sont considérablement plus élevés pour les femmes et pour les personnes à faible revenu. Ces coûts devraient augmenter encore à mesure que notre population vieillit et que les coûts des soins à prodiguer aux personnes âgées augmentent.

## Imposez-nous, nous sommes riches!

Pendant que Donald Trump veut réduire les impôts des entreprises et des plus riches, un groupe de New-Yorkais nantis se rebellent et font pression pour que l'État de New York augmente leurs impôts. Quatre-vingts millionnaires et milliardaires ont en effet écrit au gouverneur démocrate de l'État, Andrew Cuomo, et à d'autres législateurs pour leur faire savoir qu'eux-mêmes et d'autres personnes riches devraient payer davantage pour les écoles, les routes, les ponts et les programmes afin d'aider les pauvres et les sans-abri de l'État. Ils estiment qu'un taux d'imposition plus élevé pourrait permettre de récolter 32 milliards de dollars de plus par année.

## Les secrets des Suédois pour une économie forte

C'est peut-être contraire à la vision conventionnelle de l'économie, mais la Suède est la preuve que des syndicats forts et une plus grande égalité sont synonymes de croissance économique solide. L'économie suédoise a connu une croissance moyenne de 3,5 % par année depuis l'arrivée au pouvoir du Parti social-démocrate en 2014, soit bien plus que le Canada et qu'une majorité de pays européens. Cette croissance est associée à un solide hausse des emplois, une augmentation des salaires réels, une hausse de la productivité, une inflation faible, des taux d'imposition élevés, une hausse des dépenses sociales et des budgets équilibrés.

La ministre suédoise des Finances, l'économiste Magdalena Andersson, a utilisé la formule suivante pour illustrer cette réussite : « Les emplois, notre système social et la redistribution ». La Suède a aussi le taux de participation de la main-d'œuvre le plus élevé de l'Union européenne, grâce aux congés parentaux payés par l'État et aux services de garde à l'enfance à coût abordable, ce qui facilite la vie des parents qui veulent travailler.



*L'Économie au travail* est publiée sur une base trimestrielle par le Syndicat canadien de la fonction publique pour offrir aux travailleurs et à leurs représentants de l'information accessible, des analyses des tendances économiques et des outils pour faciliter les négociations.

Découvrez les éditions de *L'Économie au travail* en ligne à [scfp.ca/economieautravail](http://scfp.ca/economieautravail). Accédez aussi à d'autres liens utiles.

Pour s'abonner par courriel ou par courrier à *L'Économie au travail*, allez à [scfp.ca/abonnement](http://scfp.ca/abonnement).

À moins d'indications contraires, tout le contenu a été rédigé par Toby Sanger. Karin Jordan et Philippe Gagnon sont les rédacteurs en chef. La relecture a été effectuée par Manon Lajoie. La mise en page a été réalisée par Sarah Walker. Veuillez communiquer par courriel ([tsanger@cupe.ca](mailto:tsanger@cupe.ca)) pour toute correction, question, suggestion ou contribution.



**SCFP** / Syndicat canadien de la fonction publique



# ORIENTATIONS ÉCONOMIQUES

<b>Croissance</b>	Après deux années de misère, la croissance économique au Canada devrait être d'environ 2,4 % en 2017 et de 2,0 % en 2018.
<b>Emploi</b>	L'emploi devrait prendre du mieux cette année avec une croissance pouvant atteindre 1,4 %, soit deux fois plus que l'an dernier. La croissance sera plus modérée en 2018. Elle sera de 0,8 %. Le taux de chômage, qui est descendu à 6,5 %, ne devrait pas diminuer beaucoup plus.
<b>Salaires</b>	Les conventions collectives signées au cours des trois premiers mois de l'année prévoient une augmentation moyenne du salaire de base de 1,6 %, la moyenne étant de 1,5 % dans le secteur public et de 2 % dans le secteur privé.
<b>Inflation</b>	Le coût de la vie devrait augmenter à 2,1 % cette année et l'an prochain.
<b>Taux d'intérêt</b>	Les grandes banques commerciales s'attendent à ce que la Banque du Canada commence à augmenter son taux directeur à l'automne 2018 et à ce que les taux à plus long terme et les taux hypothécaires reprennent leur croissance graduelle cette année. La hausse de ces taux devrait se situer entre un demi et un point de pourcentage au cours des deux prochaines années.



## PLEINS FEUX : LA BULLE IMMOBILIÈRE



La hausse des prix du logement inquiète, tant parce qu'il devient plus difficile de se loger qu'à cause des effets négatifs associés à l'éventuel éclatement de la bulle immobilière.

L'an dernier, les prix moyens des maisons ont augmenté d'au moins 25 % à Toronto par rapport à l'année précédente, le prix moyen d'une maison en rangée dépassant maintenant les 1,2 million de dollars. Depuis 12 ans, les prix moyens des maisons au Canada ont plus que doublé, l'augmentation étant de beaucoup supérieure à la hausse des salaires et des revenus.

De nombreuses mises en garde quant aux conséquences d'un éclatement de la bulle immobilière ont été formulées au Canada au cours de la dernière décennie. Mais les prix ont continué à grimper et les taux d'emprunt à diminuer. Si les taux hypothécaires finissaient par augmenter, une chute des prix des maisons suivrait rapidement.

Il y aurait plusieurs répercussions sur l'économie :

- un déclin de la construction et de l'activité immobilières.
- une chute des dépenses de consommation.
- une augmentation du nombre de faillites.
- une diminution des revenus provenant des impôts et des dépenses gouvernementales.

Un recul de la construction jusqu'à sa moyenne historique entraînerait la perte d'environ 250 000 emplois et une baisse du PIB de 1,8 %. Une baisse des prix des maisons de 20 % réduirait d'environ 700 milliards de dollars la richesse immobilière des familles canadiennes. Comme les familles ne pourront plus utiliser leur maison pour financer leurs dépenses de consommation courantes, les dépenses de consommation seraient réduites d'environ 40 milliards de dollars.

Ce serait l'équivalent d'une réduction de la croissance économique du Canada d'environ 2 %. Un choc de cette ampleur est susceptible d'entraîner une récession.

Les enjeux sont élevés et c'est pour cette raison que la Banque du Canada hésite tant à hausser les taux d'intérêt, même si ce sont ces faibles taux qui ont permis la flambée des prix des maisons. Les gouvernements prennent enfin quelques mesures pour contenir les hausses des prix immobiliers, comme un financement accru pour le logement abordable et l'imposition de taxes aux acheteurs étrangers pour réduire la spéculation. Nous devons toutefois nous doter d'un moteur de croissance économique plus durable que des taux d'intérêt faibles et des prix des actifs élevés. La vraie stimulation économique passe par l'augmentation des salaires et des revenus des familles.



# Des aéroports privatisés au Canada? Ce serait un désastre

Le gouvernement fédéral est propriétaire de 26 aéroports au Canada. La gestion de ces aéroports est assurée par des administrations aéroportuaires privées sans but lucratif qui versent un loyer au gouvernement et réinvestissent les revenus dans les installations. Les aéroports sont essentiels pour les voyageurs et pour notre économie. Malheureusement, le gouvernement songe à les privatiser.

Il est vrai que les aéroports du Canada peuvent faire mieux pour répondre aux besoins des voyageurs. Les Canadiens paient des taxes sur les billets d'avion et des frais d'aéroport qui sont parmi les plus élevés au monde. Les redevances d'atterrissage pour les compagnies aériennes sont aussi très importantes. Même si la situation n'est pas parfaite, un sondage récent montre que la plupart des Canadiens considèrent que la privatisation des aéroports est une mauvaise idée.

En Norvège, les taxes et les frais imposés aux passagers dans les aéroports, dont la propriété et l'exploitation sont publiques, sont beaucoup plus raisonnables. Par contre, la privatisation des aéroports en Australie et au Royaume-Uni a entraîné une augmentation des taxes et des frais.

La privatisation fera grimper les coûts encore davantage et les compagnies aériennes canadiennes pourront difficilement faire concurrence aux compagnies étrangères. De plus, une diminution des affaires pour les entreprises aériennes du Canada entraînera des pertes d'emplois, notamment pour certains membres du SCFP. Pour maximiser les profits, les exploitants aériens devront sans doute recourir à des mesures de réduction des coûts qui auront des effets sur la qualité du service et qui continueront à exercer une pression sur les salaires et les avantages sociaux de leurs employés.

Pour réduire leurs coûts et maximiser leurs profits, les propriétaires d'aéroports privés confieront les services comme le nettoyage, le dégivrage et l'entretien en sous-traitance. La privatisation fera aussi augmenter les coûts des exploitants de compagnies aériennes, ce qui les poussera à rechercher des contrats de service moins chers. Les fournisseurs de services rognent sur les coûts pour rester rentables, notamment en ne respectant pas certains protocoles de nettoyage des cabines. Les services d'entretien internationaux confiés en sous-traitance comptent

de plus en plus sur des mécaniciens temporaires et non brevetés. Ces raccourcis entraînent de grands dangers pour la santé et la sécurité des passagers et des membres du SCFP qui travaillent dans l'industrie.

Il est clair que les administrations aéroportuaires du Canada peuvent en faire plus pour améliorer les services offerts aux Canadiens. Mais la vente d'aéroports à des investisseurs privés n'est pas la solution. La privatisation sera désastreuse pour les Canadiens. Le gouvernement fera des gains financiers à court terme en vendant les aéroports. Mais les coûts à long terme de la privatisation retomberont inévitablement sur les épaules des voyageurs canadiens et des membres du SCFP.

Air Canada, les administrations aéroportuaires d'Ottawa, de Calgary et de Vancouver et les conseillers municipaux de Toronto et Montréal, ainsi que d'autres syndicats comme l'AFPC, Unifor et l'AIM se sont joints au SCFP pour dénoncer la privatisation des aéroports. Notre message est clair : les aéroports canadiens doivent rester publics.

■ Amanda Vyce



# La Banque de l'infrastructure du Canada : le gros lot pour les entreprises



Brisant leurs promesses électorales, les libéraux procèdent à toute vapeur pour mettre en place la « banque de la privatisation » des infrastructures publiques imaginée par les financiers de Bay Street et de Wall Street.

La Banque de l'infrastructure du Canada a été conçue en étroite collaboration avec la firme américaine Blackrock, le plus important gestionnaire d'actifs financiers au monde, et d'autres dirigeants du secteur financier à qui la nouvelle banque permettra de réaliser des profits supplémentaires. Les libéraux avaient promis que la banque offrirait du financement à faible coût aux municipalités, mais, dans sa forme actuelle, ce ne sera pas le cas.

Le gouvernement fédéral a injecté une somme initiale de 35 milliards de dollars dans la banque, mais elle comptera surtout sur un financement privé beaucoup plus coûteux. Dans les faits, tous les projets que financera la banque seront privatisés, avec un financement et une propriété publics minoritaires par l'entremise de la banque. Les libéraux soutiennent que la banque financera des « infrastructures qui créeront des revenus », comme des routes et des ponts à péage, des systèmes de transport en commun, des voies ferrées, des systèmes d'eaux potables et usées, ainsi que des réseaux et des services d'électricité.

Avec des projets plus coûteux, les Canadiens en auront moins pour leur argent en matière d'infrastructures. Les projets financés par la banque coûteront jusqu'à deux fois plus cher pendant leur durée de vie que

si leur financement était public.

Les entreprises comme Blackrock fournissent peut-être le financement initial, mais c'est au public qu'il incombera d'assumer le coût de ces infrastructures par le biais de paiements gouvernementaux annuels et de frais d'utilisation plus élevés. Les péages et les frais pèseront plus lourds pour les personnes à moyen et faible revenu, restreindront l'accès aux services et nuiront à l'économie.

Les détails des ententes conclues par la banque resteront secrets, même si des fonds publics sont utilisés. La banque ne sera pas soumise aux règles plus strictes de transparence et de reddition de compte qui régissent les projets publics. Ceux qui divulgueront de l'information seront passibles d'amendes et d'emprisonnement. Le contrôle de la banque et de ses projets par le vérificateur général fédéral sera aussi limité.

La banque sera entièrement contrôlée par des financiers privés et par des représentants de Bay Street et aucun siège au conseil d'administration ne sera réservé pour des représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.

La banque pourra également examiner des « offres non sollicitées ». Autrement dit, les entreprises qui dirigeront la banque choisiront elles-mêmes, derrière des portes closes, les actifs publics et les projets d'infrastructure qu'elles jugeront les plus lucratifs. Cette banque sera un gros lot pour les investisseurs privés et, en plus, elle videra les coffres du secteur public.

## La privatisation menace les bons emplois

La privatisation des infrastructures et des services publics entraîne une érosion significative de la qualité des emplois des travailleurs.

**Salaires :** Ceux qui occupent des postes de cadre mieux rémunérés auront peut-être droit à des augmentations, mais la plupart des travailleurs, s'ils ont toujours un emploi, devront accepter des baisses salariales, particulièrement s'ils occupent des emplois moins bien payés. Les statistiques démontrent que les échelles salariales du secteur public sont beaucoup plus équitables que celles du secteur privé. On constate un écart salarial moindre pour les femmes et les travailleurs autochtones et racisés dans le secteur public et les salaires sont généralement plus élevés pour les postes les moins bien payés, mais ils sont moins élevés pour les postes professionnels et de direction.

**Avantages sociaux :** Près de 90 % des travailleurs du secteur public profitent d'une forme ou d'une autre de régime de retraite au travail et la majorité d'entre eux bénéficient d'un régime à prestations déterminées offrant une plus grande sécurité financière. Par contre, moins de 25 % des travailleurs du secteur privé ont un régime de retraite au travail. Les avantages sociaux sont généralement meilleurs dans le secteur public, surtout pour les postes à salaire moyen ou faible.

**Sécurité d'emploi :** Les travailleurs du secteur public ont une meilleure sécurité d'emploi et sont plus susceptibles d'avoir un emploi permanent et à temps plein, en plus d'occuper leur emploi plus longtemps. Ils sont également moins à risque d'être mis à pied ou congédiés et beaucoup plus susceptibles d'être protégés par un syndicat et une convention collective. À titre d'exemple, 76 % des employés du secteur public sont syndiqués, comparativement à seulement 16 % des employés du secteur privé.

# La part du revenu national générée par les travailleurs est de plus en plus mince



Autrefois, les économistes pensaient que les contributions des travailleurs et du capital au revenu national demeureraient relativement stables, mais ce n'est pas ce qui s'est produit. Au contraire, avec des salaires qui stagnent, la part fournie par les travailleurs diminue, pendant que la part des détenteurs de capitaux augmente en raison des profits et des revenus réalisés par les entreprises.

La part de notre revenu national générée par le travail (salaires et autres rémunérations) est à la baisse au Canada depuis le début des années 1990. Dernièrement, cette part est passée de 61 à 56 %.

Cette diminution inquiète les institutions financières internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) parce qu'elle est liée à la stagnation des revenus, à l'augmentation des inégalités et au ralentissement de la croissance économique. Ces facteurs ont contribué à l'élection de politiciens plus radicaux ou de droite.

Qu'est-ce qui sous-tend cette tendance à la baisse de la proportion du revenu national générée par les travailleurs?

Selon une étude du FMI, la moitié de ce déclin, un phénomène mondial,

peut être attribué aux changements technologiques et à l'automatisation de tâches routinières. La délocalisation et la mondialisation ont aussi joué un rôle important, tout comme l'intégration des marchés financiers mondiaux. Les entreprises peuvent plus facilement faire transférer leur production à l'étranger et se servir de cette menace pour garder les salaires bas. Ensemble, ces facteurs ont augmenté les rendements des entreprises tout en exerçant une pression à la baisse sur les salaires, en particulier pour les travailleurs moyennement qualifiés et à revenu moyen, qui ont été déplacés vers des emplois exigeant de faibles compétences et offrant de faibles salaires.

Les changements politiques qui affaiblissent le pouvoir de négociation des travailleurs ont aussi joué un rôle, comme la faible syndicalisation, la déréglementation et la diminution des normes d'emploi.

L'étude du FMI ne fait pas de lien entre l'augmentation du pouvoir des entreprises, d'une part, et les « mécanismes de protection des investissements », les droits de propriété et les accords commerciaux,

d'autre part. D'autres recherches mettent toutefois en lumière les effets préjudiciables de ces politiques.

Certains économistes associent en effet le déclin du pouvoir des travailleurs au contrôle croissant des marchés par des méga entreprises monopolistiques et à l'exploitation accrue des travailleurs due à la sous-traitance et à la précarisation du travail.

Pour inverser la tendance, il faut en faire beaucoup plus que la formation, l'éducation et la redistribution limitée proposées par le FMI et les gouvernements pro-entreprises. Nous devons plutôt nous attaquer aux facteurs économiques, politiques et législatifs qui ont causé ce déclin. Les attaques contre les droits des travailleurs, les réductions de taxes et d'impôt, la diminution du financement public, la déréglementation et les accords commerciaux conçus sur mesure pour les entreprises font parties de ces causes profondes. En ripostant sur tous ces fronts, nous retirerons le pouvoir politique et économique des mains des entreprises, du capital et du 1 % des plus riches, pour le redonner aux travailleurs.



Au Manitoba, le gouvernement Pallister menace d'imposer un autre gel salarial de deux ans aux travailleurs du secteur public, suivi de hausses maximales de 0,75 et 1 % pour les deux années suivantes. Résultat : une perte de salaire réel de 6 % en quatre ans, si l'inflation se maintient à 2 % annuellement comme prévu.

Ces attaques lancées contre les travailleurs du secteur public sont injustes et probablement inconstitutionnelles. Mais le pire, c'est qu'elles nuiront sérieusement à l'économie. Les lobbyistes d'entreprises et certains élus ont beau tout faire pour tenter de diviser les travailleurs, les salaires des secteurs public et privé sont liés. La diminution

des salaires du secteur public tirera fatalement ceux du secteur privé vers le bas. Et des salaires faibles sont l'une des pires choses pour l'économie.

Depuis 2009, plus de la moitié des revenus et des dépenses nationales et plus de 60 % de la croissance économique au pays proviennent de la rémunération du travail et de la consommation. Si la rémunération du travail et les dépenses de consommation n'augmentent pas à des niveaux adéquats et à un rythme durable, notre économie stagnera.

Les familles ont maintenu leur niveau de consommation en faisant grimper leur endettement à des niveaux record et en se servant de leur maison

comme levier financier à mesure que les prix de l'immobilier augmentaient. Ces manœuvres sont possibles tant que les taux d'intérêt sont bas, mais dès qu'ils grimperont et que les prix des maisons se stabiliseront ou chuteront, ce ne seront plus des solutions.

Les gouvernements ont utilisé les faibles taux d'intérêt et les investissements dans les infrastructures pour essayer de stimuler l'économie. Ce sont des moyens efficaces, mais il nous faut des bases plus solides pour établir une croissance plus forte. Il est temps de faire croître notre économie à partir du bas de l'échelle grâce à des hausses salariales acceptables, dont une part équitable doit aller aux travailleurs.

## Les salaires du secteur public ne suivent pas l'inflation

Au cours du premier trimestre de l'année, il y a eu une hausse appréciable du salaire de base moyen prévu dans les grandes conventions collectives. Il est passé de 1,3 % l'an dernier à 1,6 %.

Toutefois, ces ententes ne concernent qu'un petit nombre d'employés et les hausses salariales moyennes diminueront au fil des conventions qui seront conclues d'ici la fin de l'année.

Les gouvernements de Terre-Neuve-et-Labrador, du Manitoba et de la Saskatchewan imposent maintenant des gels salariaux ou des réductions de postes aux travailleurs du secteur public de leurs provinces.

Au cours des sept dernières années, les augmentations salariales de base dans les conventions collectives des travailleurs du secteur public du Canada n'ont été en moyenne que de 1,4 % par année, pendant que l'inflation augmentait en moyenne de 1,7 % annuellement. Donc, les salaires réels ont diminué de plus de 2 % depuis 2009. D'autres gels salariaux

et compressions entraîneront une chute encore plus prononcée des salaires réels des travailleurs du secteur public.

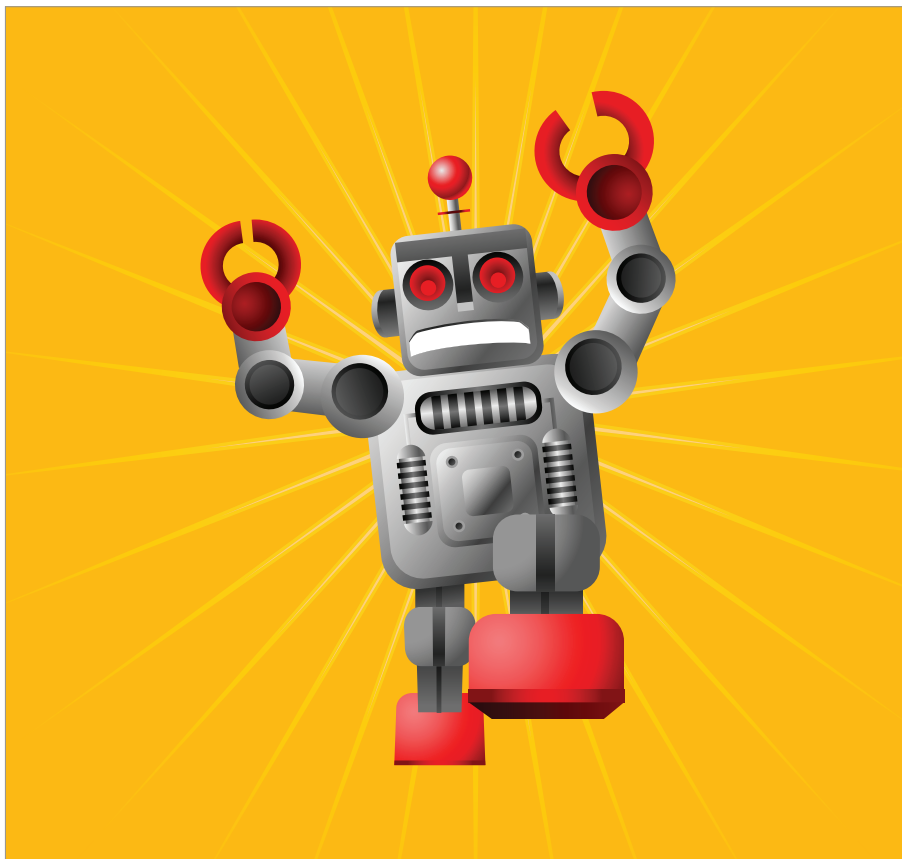
Entre-temps, l'inflation devrait augmenter au cours des prochaines années. Les grandes banques prédisent que les prix à la consommation grimperont en moyenne d'au moins 2 % cette année et l'année prochaine. L'inflation sera plus élevée là où les gouvernements provinciaux auront augmenté les taxes de vente et autres taxes à la consommation. C'est le cas de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick et de la Saskatchewan.

## HAUSSES DES SALAIRES ET DES PRIX

	Moyenne canadienne	Secteur fédéral	C.-B.	Alb.	Sask.	Man.	Ont.	Qué.	N.-B.	N.-É.	Î.-P.-É.	T.-N.-L.
<b>Augmentation moyenne du salaire de base prévue aux principales conventions (janv. à mars 2017)</b>	1,6 %	1,9 %	2,3 %	1,2 %	1,9 %	--	2,1 %	1,3 %	--	--	--	--
<b>Inflation moyenne en 2017 (prévisions*)</b>	2,2 %	2,2 %	2,1 %	2,4 %	2,1 %	2,1 %	2,2 %	1,8 %	2,6 %	2,1 %	2,3 %	3,2 %
<b>Inflation moyenne en 2018 (prévisions*)</b>	2,1 %	2,1 %	1,9 %	2,2 %	2,3 %	2,1 %	2,1 %	1,9 %	2,0 %	2,1 %	2,0 %	1,9 %

\*Selon les dernières prévisions des banques TD, RBC et BMO au 10 mai 2017 et les données sur les règlements salariaux compilées par Travail Canada <http://www.travail.gc.ca/fra/ressources/info/donnees/salaires/index.shtml>

# Les robots voleront-ils vos emplois?



Selon plusieurs études récentes, près de la moitié des emplois des pays industrialisés, dont le Canada, risquent d'être automatisés ou remplacés par des robots.

Déjà, plus de 1,5 million de robots industriels sont en activité, dont plus de la moitié dans les industries de l'automobile et de l'électronique. Le nombre de robots devrait d'ailleurs tripler ou quadrupler, de sorte qu'il pourrait y avoir plus de cinq robots en activité pour chaque tranche de 1000 travailleurs américains d'ici 2025.

Ce n'est pas la première fois que les travailleurs sont confrontés à des changements technologiques majeurs qui affectent leur emploi et leur vie. Chaque révolution industrielle a apporté son lot de modifications importantes en matière de travail. Mais chaque fois, la transformation et la disparition des emplois ont été accompagnées

d'emplois dans de nouveaux secteurs.

Lors de la première révolution industrielle (XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles), l'utilisation de l'eau et de la vapeur a permis de mécaniser la production. Lors de la deuxième révolution industrielle, l'électricité a permis de passer à la production de masse. Et lors de la troisième révolution, numérique celle-là, on a utilisé l'électronique et la technologie de l'information pour automatiser la production et les tâches les plus routinières.

Certaines études démontrent que l'automatisation a contribué à l'augmentation des inégalités et à la diminution du nombre d'emplois nécessitant des qualifications moyennes. Les données recueillies sur le déploiement de robots dans l'industrie manufacturière indiquent que chaque robot additionnel par millier de travailleurs a entraîné la

perte de trois à six emplois locaux et fait baisser les salaires de 0,25 à 0,5 %.

Mais pour d'autres, les craintes sont exagérées. Selon eux, il n'existe aucune preuve que l'automatisation a fait augmenter le nombre de chômeurs, pas plus qu'elle contribue automatiquement à la stagnation des salaires et à l'accroissement des inégalités. À l'inverse, les tenants de cette thèse estiment que ces phénomènes sont le résultat des mesures politiques et économiques qui ont érodé le pouvoir de négociation des travailleurs.

Il est normal qu'on s'inquiète des pertes d'emplois entraînées par l'automatisation et l'introduction de robots, mais il ne faut pas s'en faire outre mesure. L'emploi canadien est concentré dans des industries où le risque d'automatisation est faible. Et cela inclut les secteurs où travaillent la plupart des membres du SCFP, comme la santé, les services sociaux, l'éducation, l'administration publique, les services publics, l'information, la culture et les divertissements. La plupart des emplois dans ces secteurs impliquent beaucoup d'interactions personnelles.

Même dans le camionnage, une industrie qui est plus à risque d'être automatisée, certaines des pires prédictions ne résistent pas à un examen plus poussé. Bien que certains prédisent que les voitures et véhicules autonomes élimineront les emplois dans le camionnage, il ne faut pas oublier que les camionneurs et les conducteurs, comme beaucoup d'autres travailleurs, doivent posséder un large éventail de compétences et accomplir plusieurs tâches différentes.

Finalement, de nombreuses conventions collectives du SCFP contiennent des clauses sur le changement technologique et sur la sécurité d'emploi. Les sections locales du SCFP et leurs conseillers syndicaux devraient bien sûr relire ces clauses et prendre des mesures proactives là où l'automatisation pourrait apparaître. Il n'y a cependant pas de raison de laisser la crainte des robots et de l'automatisation prendre le pas sur d'autres priorités de négociation.